



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

L'Afrique en 2012

« Les pieds sur terre – les yeux sur l'horizon »

**ALLOCUTION PRONONCEE A L'OCCASION
DU DEJEUNER DE NOUVEL AN POUR LES
MEMBRES DU CORPS DIPLOMATIQUE ACCREDITE EN TUNISIE**

**Donald KABERUKA
Président
Groupe de la Banque africaine de développement**

**Tunis
23 janvier 2012**

**Excellences Messieurs les Ministres,
Excellence Monsieur le Doyen du Corps diplomatique,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les Représentants des
Organisations internationales,
Honorables invités,
Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord, au nom du Conseil d'administration, du personnel de la Banque et en mon nom propre, de vous adresser, à vous-mêmes, aux pays et institutions que vous représentez, mes vœux les plus ardents de succès et de prospérité.

Chaque année, comme le veut notre tradition, la Banque et moi-même sommes honorés de recevoir les membres de la Communauté diplomatique accréditée en Tunisie.

L'année dernière, pour des raisons que vous connaissez, nous n'avons pas eu le privilège de vous recevoir. C'est donc avec grand plaisir que nous nous retrouvons autour de ce déjeuner.

Pour nous, ce rendez-vous annuel est empreint de symboles. Certes, il nous offre l'occasion de nous retrouver et d'échanger.

Mais il témoigne surtout de votre disponibilité constante, et de l'attachement des pays et institutions que vous représentez, à la coopération avec la Banque africaine.

Je tiens donc vous à remercier vivement de votre fidélité et de votre amitié.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Depuis neuf ans, la Tunisie et son Peuple nous offrent leur hospitalité fraternelle. C'est l'occasion pour moi de leur réitérer notre profonde gratitude, et de leur présenter mes vœux de succès pour cette grande œuvre de transformation entamée depuis le 14 janvier l'an dernier.

Tout au long de l'année écoulée, la Banque s'est fait le devoir naturel de se tenir aux côtés du Peuple tunisien, en apportant son appui aux réformes prioritaires décidées par les autorités de transition.

Jeudi dernier, j'ai eu l'insigne honneur d'être reçu en audience par le Chef de l'État, Monsieur le Professeur Marzouki. J'ai saisi cette occasion pour lui réaffirmer que la Banque ne ménagera aucun effort pour continuer d'accompagner la Tunisie ainsi que l'ensemble des pays d'Afrique du Nord dans la concrétisation de leurs nobles idéaux de développement et de croissance partagée.

Comme vous le savez tous, de par les statuts, le siège de la Banque demeure en Côte d'Ivoire.

Je voudrais donc saluer la normalisation de la situation politique et sécuritaire en cours dans le pays, ce qui augure bien du retour prochain de notre institution panafricaine à Abidjan, son siège officiel, aussitôt la décision prise par les instances compétentes.

« Une année mémorable »

Excellences,

Quelle année mémorable pour l'Afrique, et pour le monde du reste !

- Les événements tumultueux connus sous le nom de « printemps arabe », et la détermination des peuples de la région à vivre dans des sociétés offrant espoir, liberté et opportunités.
- Les répercussions des secousses de la crise dans l'économie mondiale et l'impact sur ceux qu'il est convenu d'appeler les « spectateurs innocents ». Pour sa part, l'Afrique doit trancher le nœud gordien consistant à maintenir la dynamique de croissance enclenchée depuis une décennie, alors que notre marge de manœuvre et notre capacité d'absorber les chocs sont plus faibles qu'au moment où la crise financière battait son plein.
- À cela, je dois ajouter la famine et le chaos dans la Corne de l'Afrique, ainsi que la naissance d'un nouveau pays africain, le Soudan du Sud, et la violence post-électorale en Côte d'Ivoire.

« Dynamique de croissance maintenue »

Il est difficile, à l'heure actuelle, de prendre toute la mesure des répercussions à long terme qu'auront certains de ces événements. À l'évidence, l'histoire reste à faire.

Je voudrais à présent aborder le sujet du jour, notre évaluation de l'économie africaine en 2012.

Je vais commencer par l'Afrique du Nord. Il va sans dire que les économies de cette région traversent une phase délicate – sous l'effet combiné des bouleversements intervenus et des turbulences de la zone euro –, au moment où les attentes sociales sont fortes, la situation budgétaire fragile, le profil de risque élevé et les investisseurs encore cantonnés dans une attitude attentiste.

La suite des événements sera largement tributaire de la clarté des politiques des gouvernements récemment élus. Il leur faudra créer un espace pour la production des richesses, lutter contre le capitalisme de copinage et la corruption, instaurer des règles du jeu équitables.

Il faudra surtout administrer la preuve qu'ils sont aptes à concilier demandes sociales, discipline budgétaire et ouverture de la société.

Les peuples d'Afrique du Nord ont d'énormes attentes et ont payé un lourd tribut.

La tendance populiste à des solutions faciles ne manquera certainement pas de se manifester, mais la voix de la raison se fera également entendre, avec des attentes plus raisonnables pour de meilleures opportunités et une société plus juste et plus ouverte.

Ils le méritent bien. Mais cela prend du temps.

Par ailleurs, les économies d'Afrique subsaharienne continuent d'enregistrer, pour la plupart, une croissance robuste, 5,6 % en 2011 et probablement 6 % en 2012 en moyenne.

Il existe, certes, des disparités au plan régional comme au sein des pays, mais dans l'ensemble, le tableau est plutôt encourageant.

Le rôle important joué par la demande des produits de base ne doit cependant pas occulter l'accroissement de la demande interne, sous l'impulsion d'une classe moyenne urbaine grandissante.

La demande pour nos produits est restée robuste, grâce à la bonne performance des économies émergentes, dont la part des échanges commerciaux avec l'Afrique a doublé, passant de 20 % en 2000 à 40 % au cours de la dernière décennie. Désormais, tout dépendra en grande partie de l'évolution de la situation dans les pays communément appelés « BRIC » en 2012.

Les analystes semblent divisés, entre les cassandre qui croient que nous pourrions assister à un atterrissage brutal et ceux qui entrevoient un ralentissement, somme toute gérable.

En tout état de cause, il y a de quoi s'inquiéter.

Quelle que soit l'évolution de la situation dans les « BRIC » en 2012, les turbulences qui secouent la zone euro ne peuvent que constituer un sujet de grande préoccupation, non seulement pour l'Afrique du Nord, qui représente une part de marché importante, mais également pour d'autres marchés émergents, comme l'Afrique du Sud, Maurice et la Namibie, avec lesquels ils entretiennent des rapports étroits à travers les exportations, le tourisme, l'investissement et les flux financiers.

« Mais l'Afrique n'est pas à l'abri »

Mais, comme je le disais à l'instant, l'impact des turbulences de la zone euro est encore mitigé à ce stade, sauf en Afrique du Nord.

Toutefois, selon les économistes de la Banque, lorsque la croissance du PIB des pays de l'OCDE baisse de 1 %, la demande de nos produits d'exportation chute de 10 %.

Vous comprendrez, dès lors, notre préoccupation et même notre anxiété.

Les économies africaines ont fait preuve d'une forte résistance, mais elles ne peuvent être à l'abri de la crise qui se manifeste dans l'économie mondiale.

Les informations actuellement disponibles indiquent déjà que certains parmi les petits pays commencent à connaître des problèmes d'accès au financement du commerce, et nombreux sont les marchés frontières qui ont reporté le lancement d'émissions obligataires souveraines.

Pour résumer, l'Afrique du Nord reste en grande partie sur la partie descendante de la courbe en « J ». La reprise sera lente.

En revanche, les économies d'Afrique subsaharienne ont fait montre d'une résilience remarquable et, toutes choses égales par ailleurs comme aiment à le dire les économistes, elles devraient afficher une performance raisonnablement satisfaisante en 2012.

La grande question qui se pose maintenant est de savoir si les autres dimensions resteront inchangées. Rien n'est moins sûr.

Le ciel s'assombrit, suite aux effets différés du ralentissement en Europe et à l'incertitude entourant l'évolution de la situation dans les pays BRIC en 2012 et les implications pour les flux d'investissement et la demande pour nos produits d'exportation.

Cela reste à voir.

« Emploi et inégalité »

Excellences,

J'évoquais à l'instant la réduction de notre marge de manœuvre face aux chocs extérieurs.

En 2008, au plus fort de la crise financière, l'Afrique était mieux armée.

Cette fois-ci, sa résilience n'est plus aussi solide, l'espace budgétaire permettant d'amortir les chocs est plus restreint.

Dans certains pays, l'inflation à deux chiffres a refait son apparition.

Dans d'autres, le contrôle des subventions et des dépenses contra-cycliques se révèle politiquement délicat.

La tâche est autrement plus ardue.

Toutefois, comme si la situation n'était pas assez complexe, je voudrais signaler un autre obstacle, une véritable « épée de Damoclès », à savoir l'incapacité de l'Afrique à traduire une forte croissance globale en emplois, réduction de la pauvreté par habitant, opportunités pour les jeunes et améliorations tangibles dans les conditions d'existence des populations.

Les statistiques montrent que ces 30 dernières années, l'inégalité s'est aggravée, en particulier dans les pays riches en ressources. Ce qui est aisé à comprendre.

Dans ces pays, la croissance est inégale, concentrée, à forte intensité de capital, et s'est inévitablement soldée par la fameuse « malédiction des ressources ».

De vastes couches de la population n'ont pas bénéficié des retombées de la croissance. Résultat, une pauvreté généralisée au milieu de l'abondance. Dans certains pays, les extrémistes en profitent pour faire avancer leur cause.

Bien souvent, les gouvernements ont tenté de contourner cet écueil en mettant en place des subventions, notamment pour les produits pétroliers ou les produits alimentaires majeurs.

Cette intervention sociale non ciblée a non seulement fragilisé les finances publiques, mais également favorisé la corruption, profité aux élites et non aux pauvres.

Il est largement admis que la gestion de nos ressources naturelles limitées – de manière à éviter la malédiction des ressources, répartir équitablement les avantages et établir des liens en amont et en aval – constitue le meilleur moyen de créer de la richesse réelle avec la richesse héritée.

Les modèles de gestion sont connus. C'est la volonté politique qui doit être réunie.

« La crise ne va pas disparaître »

À l'instar de ceux d'entre vous qui étaient ici en janvier 2011, je me considère comme un témoin privilégié des changements à l'œuvre en Afrique du Nord.

Les attentes légitimes des jeunes, qui demandent à se faire entendre, réclament le respect de l'obligation de rendre des comptes, une éducation décente et des emplois, sont révélatrices d'une crise qui n'est pas près de disparaître.

Avec une population âgée aux trois quarts de moins de 25 ans, l'Afrique est la région la plus jeune au monde. Le nombre de jeunes continuera de gonfler, et la température sociale et politique montera d'autant.

Le monde dans son ensemble sera confronté au problème du chômage. Mais l'Afrique, elle, devra faire face au chômage de sa plus précieuse richesse – sa jeunesse.

Vous conviendrez qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème social, politique ou économique. C'est le cœur même de la future l'Afrique que nous appelons de tous nos vœux qui est en jeu.

« Enseignements tirés »

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

J'ai, certes, brossé le tableau d'une Afrique renaissante, mais loin de moi l'idée de minimiser les obstacles à surmonter. C'est seulement pour planter le décor.

Force est de reconnaître que les pays africains sont, dans leur grande majorité, aujourd'hui dirigés par des « réformateurs mûrs », qui savent ce qu'il faut faire.

Les enseignements tirés dans les années 80 et 90 se révèlent durables. Il n'y a qu'à observer les indicateurs macroéconomiques et à faire la comparaison avec le reste du monde, sans parler de l'attachement à l'orthodoxie.

Mais vous seriez en droit de me demander : comment concilier ce tableau avec les images de désolation, comme celles de la fin de l'année dernière sur la Corne de l'Afrique, le chaos en Somalie et la détresse économique dans certaines parties du continent ?

Vous auriez raison et je serai le premier à reconnaître un phénomène pour le moins curieux : l'Afrique est devenue plus habile à gérer le « déficit économique », mais beaucoup moins à gérer le « déficit démocratique » :

- voies d'expression et responsabilité limitées ;
- pratiques démocratiques dénuées de substance démocratique ;
- élections marquées par la violence ;
- dirigeants restant au pouvoir au-delà de leur mandat ;
- manipulation des constitutions des États ;

et j'en passe.

Comme nombre d'entre vous, je suis persuadé qu'il n'est pas possible, du moins sur le long terme, de confiner l'espace politique et économique dans des compartiments hermétiquement fermés.

Déficit économique et déficit démocratique vont de pair, comme les deux faces d'une même médaille.

Échouons sur un aspect, et nous échouons sur les deux.

Je n'insinue en aucune manière que le comblement du déficit démocratique suffira. Il est une condition nécessaire certes, mais non suffisante.

Excellences,

« La Banque apporte une réponse »

Au moment où je tends vers la fin de mon propos, permettez-moi de vous donner quelques indications sur la méthode employée par la Banque pour accomplir sa mission pendant les moments difficiles que nous avons vécus l'an dernier.

Notre rôle, notre rôle majeur – vous le savez bien – est le financement de projets à long terme.

Nos approches actuelles sont bien définies dans notre Stratégie à moyen terme 2008-2012 qui arrive à sa fin cette année.

En 2011, le montant total de nos prêts et dons s'est élevé à 6,2 milliards de dollars, dont :

- a) 1,4 milliard de dollars pour appuyer le secteur privé ;
- b) 2,5 milliards de dollars pour des engagements dans l'infrastructure ;
- c) 0,8 milliard de dollars pour des prêts et dons au secteur de l'énergie ; et
- d) 1,1 milliard de dollars pour promouvoir l'intégration régionale.

Au-delà de ces chiffres importants, vous aurez remarqué que notre modèle de gestion s'articule autour du rôle plus croissant dévolu au secteur privé, et de la décentralisation accrue avec 32 bureaux dans toutes les régions d'Afrique, dont nos centres régionaux pilotes à Nairobi et Pretoria.

« La réponse de la Banque à la crise »

Depuis 2008, c'est-à-dire depuis l'éclatement de la triple crise alimentaire, pétrolière et financière, la Banque a dû intervenir pour assurer des financements contra-cycliques, sous forme d'appui budgétaire, de financement du commerce et de soutien de trésorerie. Bref, elle a veillé à limiter les dégâts, tout en évitant une dérive stratégique ; c'est un exploit que la Banque, à notre avis, a réalisé.

Pour nous, il a toujours été clair que nous allions progressivement mettre un terme à la réponse contra-cyclique pour revenir à nos activités traditionnelles, dont l'Afrique a besoin pour libérer son potentiel et créer la richesse, notamment dans les domaines de l'énergie, des compétences, du transport et de la connectivité, et pour renforcer la capacité du secteur privé.

« La réponse nord-africaine »

Or, les répliques de la crise financière signifient que le rôle contra-cyclique est toujours nécessaire.

Par ailleurs, dès l'an dernier, la Banque a été invitée, non seulement à s'associer aux efforts de la communauté internationale pour accompagner la transition en Afrique du Nord, mais encore à y jouer le rôle de chef de file.

La Banque africaine de développement a été la première organisation internationale à soutenir la transition tunisienne, avec une enveloppe d'appui budgétaire d'un demi-milliard de dollars. Et depuis lors, la Banque a approuvé des financements supplémentaires, et elle joue un rôle majeur dans le cadre de la plateforme d'appui au développement du secteur privé en Afrique du Nord, en assurant la coordination des actions de coopération dénommées le Partenariat de Deauville.

Je saisis cette occasion pour saluer cette collaboration. Les populations de cette région ont besoin de nous, tout comme nous avons besoin d'elles pour réussir.

Excellences,

Permettez-moi de conclure.

Au moment où le paysage économique mondial évolue, et où l'Afrique se bat pour ne pas perdre son élan, la Banque africaine de développement se repositionne pour accomplir sa mission.

La Banque élabore actuellement une nouvelle stratégie à long terme. Cette stratégie ne peut qu'être axée sur la demande.

Nous voulons nous mettre à l'écoute de tous nos partenaires. Nous voulons savoir de vous comment mieux promouvoir une croissance généralisée, faire face au changement climatique, écologiser nos économies, réduire la dépendance à l'égard de l'aide et libérer le potentiel de l'Afrique.

La demande croissante de nos services exige que cet instrument commun – institution de développement de premier plan en Afrique – demeure robuste. C'est pourquoi, j'ai le plaisir de vous annoncer que,

malgré la turbulence sur les marchés, la situation financière de la Banque demeure très solide. Grâce à des politiques prudentes de gestion financière et de gestion des risques, la Banque continue de bénéficier de la note triple A auprès de toutes les grandes agences de notation.

La Banque peut encore, malgré les conditions drastiques du marché, avoir un accès très compétitif aux capitaux. Vous serez heureux d'apprendre par exemple que, pas plus tard que la semaine dernière, la Banque a placé sur les marchés internationaux, à un taux compétitif, une émission obligataire de 1 milliard de dollars, qui a connu un grand succès auprès de divers investisseurs. Preuve, si nécessaire, que la Banque inspire confiance sur les marchés de capitaux.

La capacité de la Banque à supporter les risques demeure forte. Ses revenus sont sains, son portefeuille solide, grâce au ferme soutien des actionnaires, comme en témoigne la décision prise il y a deux ans de tripler notre capital. La Banque est plus que jamais en mesure d'accomplir sa mission et de faire face aux crises.

Bref, c'est une Banque qui fait la fierté de l'Afrique et de ses partenaires, et à laquelle ils peuvent toujours faire confiance.

Excellences,

À l'aube de cette nouvelle année, le monde se trouve à la croisée des chemins. Le monde a besoin surtout de trois choses : de leadership, d'institutions légitimes et de solutions efficaces.

Beaucoup d'espoirs sont fondés sur le processus du G20 pour qu'il joue ce rôle de chef de file.

L'on espère néanmoins très fort que davantage peut être fait, pour que nos engagements soient tenus, en dépit des difficultés ; et surtout que des enjeux tels que le commerce, le changement climatique et le retour de l'économie mondiale à la croissance trouvent une réponse.

Il y a également la question de la légitimité.

Comment pourrions-nous imaginer une solution sans l'Afrique ?

Une Afrique en forte croissance est non seulement une partie de la solution du problème qui se pose à l'échelle mondiale, mais encore elle est la solution la plus accessible.

Nous avons besoin de chef de file, nous avons besoin de légitimité, mais nous avons besoin également d'institutions efficaces. La Banque africaine de développement est un excellent outil de coopération.

C'est une institution qui a toujours joué son rôle de chef de file, bénéficié d'une légitimité, et fait montre d'efficacité.

À présent, je lance un appel pour que nous nous donnions la main à travers nos instruments et nos compétences comparatives.

Que serait, en effet, la légitimité sans un mécanisme inclusif, qui traite des questions d'intérêt commun, en particulier le développement ?

Pour le continent africain, la décennie écoulée a été remarquable.

Il a fait montre d'une surprenante résistance, d'une grande endurance et d'une grande capacité à absorber les chocs.

Les révolutions d'Afrique du Nord ont fait naître de l'espoir, des promesses, mais aussi des perturbations à court terme.

La communauté internationale a un rôle à jouer, une obligation à remplir. C'est l'heure de vérité et le prix à payer n'est pas très élevé.

Une certaine frustration commence à se faire jour que la communauté internationale n'a toujours pas tenu pleinement sa promesse avec célérité.

La Banque africaine de développement reste attentive à l'obligation qui est la sienne d'être à l'avant-garde de cette initiative.

Nous connaissons le prix à payer. Nous avons les pieds sur terre, les yeux sur l'horizon. Nous connaissons nos priorités du jour : intégration économique, infrastructure du secteur privé, gouvernance, énergie, hautes compétences, autant de facteurs qui rendent attractif le continent pour nos investissements.

Nous pouvons être fiers de nos réalisations – et ce sont-là des réalisations courantes.

J'aimerais vous remercier une fois encore d'avoir honoré notre invitation,
et vous souhaiter le meilleur en 2012.

Je vous remercie de votre aimable attention.